



Monsieur le ministre ,vous ne nous avez pas bien écouté !

Le Ministère a annoncé la création de 50 postes d'infirmier·es et d'assistant·es de service social, (sans distinction entre les deux catégories) pour la rentrée prochaine.

Le nombre de postes semble ridicule au regard des besoins ! Pourtant l'exécutif n'a de cesse d'évoquer des problématiques nouvelles ou récurrentes qui sont avant tout du ressort de ces professionnel·les : crise sociale due à la situation sanitaire, incestes, violences intrafamiliales et conjugales, harcèlement, difficultés psychiques, protection des mineurs...

Concernant les services sociaux, les assistant·es et conseiller·es techniques de service social de l'Éducation Nationale elles-ils sont en première ligne pour permettre au service public d'éducation d'exercer pleinement ses missions.

Et pourtant dans de nombreuses académies les manques de postes sont criants avec des dizaines de postes vacants sur l'ensemble du territoire. Des conditions de travail difficiles, une rémunération reposant largement sur des indemnités (30% du traitement), et qui n'est pas à la hauteur des missions et des responsabilités, un point d'indice gelé depuis des années, et enfin un travail peu reconnu par le Ministère sont autant de raisons au manque d'attractivité de ces postes.

Les personnels du secteur médico-social s'étaient fortement mobilisés le 7 décembre pour dénoncer des conditions de travail qui se dégradent, une perte de sens de leurs métiers, des rémunérations insuffisantes et une situation catastrophique de la protection de l'enfance (manque de moyens de l'Aide Sociale à l'Enfance, allongement des délais de traitement des informations préoccupantes...).

Aujourd'hui la mobilisation continue, et la CGT Educ'action revendique plus que jamais des créations de postes en nombre suffisant pour faire face aux besoins.